

Conseil national des 16 et 17 janvier 2016

Résolution Politique adoptée par le Conseil national

Les élections régionales ont clos d'une sombre manière une année 2015 déjà dramatique. Elle fut marquée par deux épisodes sanglants avec les tueries de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'Hyper-Casher et les attentats du 13 novembre dernier, frappant au cœur le peuple français. Ces attentats, visant à diviser notre peuple, ont traumatisé les esprits et alimenté les thèses fascisantes. A la suite de ces événements, les mesures permettant d'assurer la sécurité du pays ont été poussées bien au-delà du nécessaire par un gouvernement pressé de capitaliser sur un sentiment de peur légitime. C'est le cas de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité, propositions idéologiques empruntées au Front national, inaptes à lutter efficacement contre le risque d'attentat.

Une ambiance anxieuse a gagné le pays. Elle a notamment polarisé la campagne des élections régionales autour de la question sécuritaire et a occulté un climat social exacerbé pourtant par l'affaire « Air France ». Elle a fait le jeu d'un Front national sans solution crédible, et renforcé un vote légitimiste pour le gouvernement. Dans une crise politique toujours plus forte, le Front national atteint un nombre de voix supérieur à celui des présidentielles et ce avec une abstention massive (un électeur sur deux, 70% des moins de 35 ans, ne s'est pas déplacé au premier tour des élections régionales). De son côté, jouant de sa position majoritaire pour incarner le rempart à l'extrême-droite et la droite, le Parti socialiste ne s'est pas effondré et résiste en rassemblant un électorat de gauche qui n'adhère pas pour autant à la politique du gouvernement.

Dans ce contexte, incapables d'incarner une alternative crédible et utile, les listes de « l'autre gauche » subissent un échec majeur, rassemblant moins d'un quart des voix de ce même espace politique aux élections présidentielles de 2012 et ne dépassant la barre des 10% que dans une seule région : Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées.

L'échec de l' « autre gauche »

Une première raison de cet échec est sans aucun doute son incapacité à représenter une force politique homogène, cohérente et en dynamique sur tout le territoire. L'éclatement des formules d'alliance, la division des forces, la multiplicité des propositions et des programmes, le refus d'accepter, notamment de la part d'EELV, la mise en place d'un cadre national intégré et d'une représentation équilibrée et diverse ont retiré à l' « autre gauche » toute visibilité et toute capacité d'entraînement. Un même constat avait pourtant déjà été tiré lors des élections départementales. C'est d'autant plus dramatique que, pour la première fois, toutes les forces concernées avaient choisi de construire des listes autonomes de celles du Parti socialiste pour les élections régionales. Les conditions étaient donc réunies. L'échec n'en est que plus cuisant.

La responsabilité la plus importante, dans la durée, incombe au Front de Gauche. Cette situation dure malheureusement depuis plusieurs scrutins. C'est la conséquence de l'échec à transformer la force électorale conséquente de 2012 en une force populaire, ouverte, dépassant la simple addition des formations politiques qui la constituent. Ce fut malheureusement le cas dès les élections législatives avec la dispersion d'une cohérence nationale dans autant de campagnes locales. Mais cela s'est produit encore davantage lors des élections municipales quand la cartellisation du Front de Gauche l'a rendu otage des alliances du PCF avec le PS, abandonnant notre exigence d'autonomie et de visibilité. Bien sûr les élections européennes ont permis de retrouver une plus grande cohérence. Mais l'élan qui nous avait porté en 2012, toujours vivace dans les grandes marches du début du quinquennat Hollande, a subi un coup terrible dont il ne parvient pas, depuis, à se remettre.

Il aurait pourtant été possible de faire autrement en acceptant d'engager la structuration et l'ouverture du Front de Gauche comme une force politique nouvelle, permettant les adhésions directes, la mise en place d'assemblées citoyennes délibératives sur tout le territoire et de structures nationales ayant de véritables pouvoirs de décisions. C'était le sens de nos propositions de l'époque. Elles furent refusées, notamment en raison de la crainte du PCF de perdre son identité dans un nouveau mouvement. Le Front de Gauche a raté là une occasion historique. Ainsi, il est devenu une formule électorale, n'ayant pas d'existence propre en dehors des scrutins, incapable de crédibiliser de nouvelles propositions et de constituer une force politique en mesure de faire reculer le gouvernement, d'incarner une alternative sérieuse aux politiques d'austérité.

Notre congrès avait choisi d'œuvrer au dépassement du Front de Gauche dans des formules nouvelles, permettant une implication citoyenne et prenant à bras le corps une exigence démocratique pour s'adresser au plus grand nombre. Si cette stratégie a permis des avancées intéressantes (mise en place d'assemblées représentatives et de chartes éthiques et démocratiques, généralisation de nouvelles méthodes de militantisme), elle n'a pas réussi à enclencher une dynamique nouvelle. Les tentatives de listes de "mouvement citoyen" poussant jusqu'au bout et de façon autonome cette méthode n'ont pas été une réussite tant électorale qu'en termes d'implication citoyenne réelle.

C'est dans ce contexte de faiblesse que nous avons dû aborder la question du second tour. Les listes dans lesquelles nous étions engagés au premier tour ont décidé de fusionner techniquement. Nous étions donc devant le choix de retirer nos candidats ou d'avoir une représentation clairement autonome du PG. C'est ce qui a été tenté dans les 4 régions où nous étions en capacité de le faire et réalisé finalement dans trois après le refus des autres partis de gauche de respecter nos conditions en Normandie. Et c'est pourquoi nos 3 élus PG dans la région Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées ont aussitôt refusé de voter pour la présidente socialiste de la région. Néanmoins les décisions de fusion technique ont été difficiles et ont donné lieu à de nombreux débats. Elles nécessiteront d'être réinterrogées avant les prochaines élections intermédiaires.

Les conditions politiques de la période ont été difficiles, plus particulièrement suite aux attentats du 13 novembre qui ont conduit à la suspension de la campagne pendant plusieurs jours. Mais il est impossible de ne pas souligner aussi la difficulté de notre camp à se transformer, à rompre avec les habitudes du passé, à inventer de nouvelles formules d'engagement pour répondre à la situation politique. Il ne peut en effet suffire d'attendre un sursaut sans réfléchir à la stratégie et aux pratiques militantes qui permettent de susciter une prise de conscience, puis l'implication politique, ou de susciter l'engagement en politique des personnes mobilisées dans leurs associations, au sein de réseaux, de collectifs ou de leurs quartiers qui pour l'instant refusent le cadre traditionnel des partis. Nous sommes-nous donnés suffisamment les moyens de penser et de nous approprier les méthodes de l'éducation populaire pour impliquer plus largement, réinterroger nos postures militantes et ne

pas les réduire à de la propagande ? Avons-nous réellement travaillé nos ancrages locaux, territoriaux et sectoriels et notre implication dans les luttes sociales, écologiques et citoyennes ? Avons-nous suffisamment travaillé à la formation dans le parti et à la structuration des cadres de discussions locaux ? Avons-nous assez suscité la créativité dans l'agit'prop' comme dans l'appropriation des nouveaux réseaux sociaux, nouveaux vecteurs de communication au service de la bataille culturelle ?

Voilà des questions auxquelles nous devons répondre. Car si depuis l'adoption du texte de 2010, « Le parti que nous voulons pour la Révolution citoyenne » nous avons cumulé de riches expériences, nous avons indéniablement d'immenses progrès à faire. C'est aussi une condition de notre succès car la suite s'écrira nécessairement sur une page neuve.

Les enseignements européens

Si le nouveau cycle qui s'ouvre en France doit tenir compte des erreurs du passé, il doit aussi tirer profits des enseignements des expériences de l'autre gauche en Europe.

L'expérience de Syriza est d'abord celle de sa victoire en Grèce. C'est le seul parti de l'autre gauche à avoir pris le pouvoir en Europe. Il a démontré la possibilité de conquérir le pouvoir sur un programme populaire et une ligne de refus des politiques d'austérité. Bien entendu, l'incapacité de Tsipras à résister à l'offensive terrible de la Troïka assombrit le tableau et produit du désespoir. L'expérience Syriza est donc ensuite la démonstration qu'il n'y a pas de possibilité alternative en Europe sans stratégie d'affrontement avec les traités européens. C'est de cette question qu'est née notre idée de sommet internationaliste du Plan B qui aura lieu les 23 et 24 janvier. Ce sera pour nous un axe fort qui conditionne le succès d'une prise de pouvoir.

Les progrès fulgurants de Podemos depuis sa création ouvrent également pour nous des pistes de réflexion. Parti récent, il a d'ores et déjà contribué à la victoire des listes de convergences citoyennes lors des élections municipales. L'expérience de Podemos, c'est notamment le poids central accordé à une stratégie retournant contre le système les contradictions du système médiatique. C'est le refus d'accepter une latéralisation droite-gauche, tout en œuvrant sans ambiguïté pour la répartition des richesses (réquisition des logements vides, augmentation des minimas sociaux) qui renvoie de facto toutes solutions alternatives à l'extrémité du spectre politique, en incarnant au contraire une position centrale dans la bataille du peuple face à l'oligarchie. Bien que son refus de préparer une éventuelle rupture avec les traités européens laisse dans le flou l'étape qui suivrait une éventuelle victoire électorale, c'est aussi l'appropriation des thèmes transversaux autour de la souveraineté populaire et de la défense de la nation, souvent fuis par les partis de l'autre gauche, alors qu'ils fondent un levier pour la mobilisation populaire. C'est enfin un fort accent sur la refondation démocratique avec la mise en place de nouvelles pratiques par les élus de Podemos dans les assemblées ; réappropriation de la souveraineté et refondation démocratique qui devront néanmoins elles aussi se confronter aux diktats européens.

Bien sûr, l'Espagne, comme la Grèce, ont des caractéristiques particulières : un contexte économique et social terrible dû à des années d'austérité aggravée ; un mouvement social très fort marqué par de nombreuses grèves générales et des mobilisations citoyennes très ancrées sur une grande partie de leur territoire, une extrême-droite, bien que menaçante en Grèce, mais dans l'incapacité de briguer le pouvoir du fait notamment de la mémoire plus récente du régime de Franco ou de la dictature des colonels ; un système électoral à la proportionnelle à un tour qui évite tout phénomène de vote utile contrairement à la France, et favorise l'émergence d'une nouvelle force électorale.

Enfin, il faut souligner la victoire interne de Jeremy Corbyn au Labour et du gouvernement de gauche anti-austérité soutenu par l'autre gauche au Portugal. Elles démontrent qu'une autre stratégie serait possible dès lors que se clôturerait le cycle engagé par la mutation libérale des partis sociaux-démocrates européens. C'était le sens de l'appel, sans illusion, de Jean-Luc Mélenchon à un nouveau Front Populaire au soir des régionales. Il eut fallu pour cela un PS qui tourne le dos radicalement aux nouvelles mesures proposées par son gouvernement : accentuation des politiques antisociales, casse du service public, déchéance de la nationalité dans la constitution, dépassant ainsi une ligne rouge républicaine. Le parti socialiste n'en a évidemment rien fait. Cela ferme définitivement la porte à une telle possibilité.

De la prise du pouvoir en Grèce sur un programme clair de rupture, anti austérité, au service des besoins du peuple aux leçons de mobilisation et de refondation de Podemos qui ont tous deux réussi à briser le bipartisme, nous devons savoir en tirer les enseignements mais aussi et surtout les tâches, particulières et spécifiques à la situation sociale et politique de notre pays en notant déjà un point qui leur est commun : parti ou mouvement nés de conditions différentes, ils forment chacun une seule et même organisation à rebours d'un simple cartel électoral.

Quels espoirs ?

Les élections régionales étaient le dernier scrutin avant les élections présidentielles. C'est donc ce cycle qui s'ouvre désormais. Il sera fortement marqué par un tripartisme qui s'est ancré un peu plus dans le paysage politico-médiatique. Ainsi, toute la stratégie du PS et des Républicains sera marquée par cette considération : comment parvenir au second tour pour l'emporter face au Front national ? C'est le sens du projet de nouvelle coalition "centriste" qui se lit dans la décision de Manuel Valls validée par le Parti socialiste de retirer ses candidats dans les régions PACA et Picardie – Nord Pas de Calais et dans les agitations médiatiques qui ont dominé le lendemain des élections régionales. Hollande n'a que l'outil du vote utile pour espérer être présent au second tour. C'est donc une pression très forte qui va s'abattre sur tous ceux qui n'acceptent pas ce cadre imposé auquel ne feront que contribuer des primaires de « toute la gauche », quelles que soient les intentions de certains de ses signataires. Il nous revient donc la responsabilité de briser ce carcan : des leviers existent pour cela.

Nous devons d'abord considérer que malgré sa faiblesse, il existe des points d'appui dans le mouvement social. Après la puissance des événements à Air France qui ont permis à de nombreux travailleurs de relever la tête, la CGT a refusé de participer à la conférence sociale. C'est un désaveu pour le gouvernement et le signe que les compromis ne sont plus possibles dans le cadre du « dialogue social ». Malgré l'état d'urgence, le mouvement social ne désarme pas. La CGT, FO et Solidaires de la Fonction publique appellent à une journée nationale de grève le 26 janvier prochain. Dans un contexte de criminalisation du mouvement social, cet appel intersyndical s'oppose explicitement à la politique d'austérité du gouvernement et entend lutter pour des emplois et des services publics de qualité. La condamnation scandaleuse et sans précédent de 8 ex-salariés de Goodyear, pour avoir retenu des dirigeants de l'entreprise dans le cadre de la lutte contre la fermeture et la délocalisation, entraîne un mouvement de solidarité qui dépasse au bout de quelques jours les 100 000 signatures de solidarité. Le PG met toutes ses forces pour aider à la solidarité envers ces camarades.

Sur le plan écologique, l'année 2015 devait être celle où le climat serait sauvé au travers de la COP21. De cet événement il résulte une synthèse molle, jolie démonstration diplomatique qui ne répond cependant en rien aux exigences de la crise climatique. L'accord franchit en effet de nombreuses lignes rouges tracées par les mouvements citoyens. En effet, malgré l'interdiction des manifestations,

la mobilisation est restée forte lors de la COP21. Loin de ce que nous aurions pu espérer si le gouvernement ne s'était pas attaqué directement aux mouvements écologistes, il est pourtant remarquable d'avoir réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de Paris à quelques jours d'intervalle. Après les fortes mobilisations autour d'Alternatiba, un mouvement social pour la justice climatique est né. De façon d'autant plus intéressante que des très nombreuses organisations ont critiqué le contenu de l'accord signé au Bourget en phase, bien souvent, avec l'analyse écosocialiste.

Cette évolution culturelle et idéologique vers un dépassement du simple environnementalisme s'accompagne d'une multitude de modes d'engagement et d'action, laissant une place importante aux alternatives concrètes. Ce mouvement social, même traversé de contradictions qui doivent nous garder de le mythifier, brasse des catégories sociales, des parcours militants, des approches intellectuelles d'une grande richesse. C'est l'un des rares à mobiliser des jeunes de manière significative. Dans la durée, il peut contribuer à changer les imaginaires et à remporter la bataille culturelle et politique.

Une autre raison d'espérer repose sur la notoriété toujours aussi forte de Jean-Luc Mélenchon, personnalité incarnant au mieux notre espace politique. Notre candidat en 2012, figure indispensable pour émerger dans la 5ème République et poser ainsi la question du pouvoir, ne semble pas avoir subi l'affaiblissement de la force politique qu'il représentait. C'est un des rares éléments de stabilité pour notre camp. Il paraît ainsi à la fois en capacité de remobiliser le même niveau d'électorat qui s'était porté sur lui en 2012 et de s'adresser à celles et ceux qui, ne se reconnaissant plus dans un système politique à bout de souffle, cherchent une issue positive.

Pour refuser une histoire écrite par avance, la mise en mouvement du peuple refusant la misère économique et la catastrophe écologique, attaché aux valeurs républicaines, respectueux de la dignité de chacun-e, indigné par les discriminations et en colère contre un système politique inique et verrouillé est une nécessité. Bien sûr, une telle dynamique est rendue complexe par un mouvement social affaibli et par une résignation installée dans le pays. Comment chercher à regrouper ceux qui continuent à voter et cette autre moitié, au moins, qui s'abstient ou n'est pas inscrite sur les listes électorales ? Séparer les deux d'une véritable dynamique populaire et d'un résultat aux présidentielles serait une erreur. Tout d'abord, il n'y a pas un parti des abstentionnistes : leurs motivations sont diverses et c'est d'abord une majorité d'entre eux qui s'abstient plus par perte de confiance globale dans la politique plutôt que par rejet précis d'une politique. C'est particulièrement vrai dans les classes populaires. Ensuite, nous devons accepter une profonde contradiction de la période : défendre le peuple et le mettre en mouvement, c'est s'adresser à des réalités sociales et à des perceptions des conséquences de la politique du gouvernement encore très différentes au sein de la population.

Ce qui pourra remettre en mouvement une part notable de ces abstentionnistes, c'est l'émergence d'une nouvelle force crédible et utile pour à la fois rejeter le système, prendre le pouvoir et de fait incarner les réponses tant aux préoccupations quotidiennes qu'insuffler l'aspiration collective et positive à un nouveau destin commun. Plus que jamais dans la période de désorientation profonde que l'on connaît, la force va à la force. Incarner à la fois le rassemblement et la rupture, la résistance et l'espoir, la défense et la conquête, voilà toute la contradiction du moment. C'est une contradiction indispensable à résoudre et ce sera un combat de longue haleine.

Vers 2017

L'élection présidentielle, bien qu'elle constitue le symbole du caractère monarchique de la 5ème République, est un moment de forte politisation. Dans une période de ressac, la campagne présidentielle peut permettre une remise en mouvement populaire. Elle est l'occasion de se traduire par la construction d'un nouveau mouvement. C'est pourquoi le Parti de Gauche se donne pour objectif d'associer à la candidature qui doit incarner ce sursaut le lancement d'un mouvement la portant à partir d'assemblées locales, identifiables sur l'ensemble du territoire. En débutant tôt une telle campagne, nous pourrions ainsi offrir un cadre ouvert et pertinent à toutes celles et ceux et à toutes les forces qui refusent l'avenir sombre qui se dresse devant nous. S'engageant dans les mobilisations sociales et écologiques, œuvrant à la construction d'une campagne novatrice, ces cadres nouveaux doivent également coupler l'élection présidentielle et l'élection législative, subvertissant ainsi la dimension autoritaire de la 5ème République.

A 16 mois de l'élection présidentielle, dans cette période de révisions constitutionnelles propices à une politique sécuritaire et répressive, le Parti de Gauche estime que la personne la plus à même de porter une espérance renouvelée sera le candidat de la 6ème République. Il devra être crédible et fédérateur, incarner les principes républicains ancrés en profondeur dans notre pays et porter un projet politique s'appuyant sur des socles clairs. Pour le PG, ces socles devraient être :

- Un programme immédiat d'urgence sociale ;
- La rupture avec les traités européens autour d'un plan B et l'indépendance de la France pour une politique de paix comme nécessités pour appliquer notre programme ;
- La convocation de la constituante, méthode de la refondation républicaine par la 6ème République ;
- Un pacte de solidarité et d'emplois plus fort que l'austérité ;
- Le partage des richesses pour l'égalité sociale et le pouvoir d'achat ;
- Une véritable transition écologique écosocialiste s'appuyant sur l'idée que le climat et les écosystèmes sont supérieurs au marché ;
- L'application de la Loi de 1905 et du principe de la laïcité étendue à tout le territoire de la République ;
- Un renforcement et un élargissement des biens et services publics.

En cohérence avec cette campagne, les candidats que nous soutiendrons aux élections législatives défendront ce projet et ce socle et se battront pour la convocation d'une Assemblée Constituante pour une 6e République.

Le Parti de Gauche au service d'une dynamique plus large

La présidentielle doit être un outil pour reconstruire l'espoir pour tous ceux qui refusent la fatalité et la résignation. Le Parti de Gauche y prendra toute sa place, en se mettant dans les prochains mois au service de la construction de cette nouvelle force. Ainsi, nous agissons pour la mise en place de ces assemblées citoyennes locales et nous rechercherons la convergence avec les autres initiatives, mouvements citoyens, associations, forces politiques, dont celles du FDG, qui partageraient ces objectifs.

Nous poursuivrons pour cela nos expérimentations des méthodes empruntées à l'éducation populaire et nous renforcerons nos implications dans les luttes au service d'un ancrage local et sectoriel. Nous travaillerons à une stratégie de communication s'appuyant sur un langage et des propositions clairs, précis et compréhensibles par tous pour s'adresser à la majorité silencieuse et non plus à la seule

minorité intéressée. Nous multiplierons nos médias (vidéo, streaming, podcast) car la bataille idéologique se mène aussi sur le front numérique. Nous apporterons également notre contribution au programme électoral issu de ce mouvement autour de notre projet écosocialiste, qui sera le résultat du travail de notre convention sur le programme prévu en mars 2016. Cet engagement sera celui d'un parti creuset et d'action que le PG entend plus que jamais rester.

Nous mettrons sans attendre notre capacité d'action au service des mobilisations unitaires dans les semaines à venir : contre la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité, rupture majeure avec la conception républicaine de la nation telle qu'elle s'est construite en France ; aux côtés des luttes sociales comme Air France et la fonction publique (26 janvier) ; dans les mobilisations écologiques comme le refus de l'expropriation des cultivateurs et des résidents sur le site et les interventions policières violentes à Notre-Dame-des-Landes ; contre la réforme du code du travail.

Pour remplir son rôle de parti déclencheur, notre outil se doit d'être renforcé. Nous lancerons des campagnes d'adhésion géographiques et sectorielles avec un nouveau matériel. Ces campagnes s'appuieront également sur la relance et le renforcement des cercles, sur une base locale ou d'entreprise, permettant un cadre de discussion, de réflexion et d'action en commun avec les sympathisant-e-s. Nous renforcerons les dispositifs de formation permettant une implication accrue de toutes et tous. Nous soutiendrons davantage les comités locaux. Nous approfondirons le travail des commissions thématiques. Le développement de notre force est complémentaire de l'impulsion d'un nouveau mouvement.

Refusons donc le sombre destin qui nous est promis et remettons-nous à nouveau en marche !